

L'Autriche fait de la lutte contre les migrants la priorité de l'UE

Le chancelier autrichien Sebastian Kurz veut «une Europe qui protège», a-t-il annoncé mardi au Parlement européen. L'Autriche reprend la présidence tournante de l'UE pour six mois. Son gouvernement, une coalition entre les démocrates chrétiens et le FPÖ d'extrême droite, veut mettre la priorité sur la sécurité et la lutte contre les migrations.

Prévenir les crises migratoires fait partie des priorités de l'UE, mais pas au point d'en faire la principale priorité. Ce programme, tel que présenté par le chancelier Kurz, paraît dénué de toute ambition économique, financière, sociale et écologique pour l'Union européenne. Les libéraux, les sociaux-démocrates et les verts ont chargé Sebastian Kurz. «Vous n'avez parlé ni du cadre financier pluriannuel, ni de la zone euro», lui a lancé Guy Verhofstadt, le chef de file des libéraux. Lequel plaide pour la

réforme du Règlement de Dublin, le renforcement des frontières extérieures de l'UE et la création de conditions pour «une migration économique dont l'Europe a besoin».

Sebastian Kurz a aussi réagi à Strasbourg à l'accord conclu entre la CDU d'Angela Merkel et la CSU. Cet accord, qui sauve la coalition allemande, prévoit de créer des «zones de transit» à la frontière allemande où seront envoyés des demandeurs d'asile enregistrés dans un autre pays de l'UE. L'accord prévoit de renvoyer ces candidats réfugiés vers le pays par lequel ils sont entrés dans l'UE, ou de les acheminer en Autriche après accord avec cet État. Le pays «n'est certainement pas prêt à conclure des accords à son détriment», a répliqué Sebastian Kurz. L'Autriche menace aussi de «prendre des mesures pour protéger ses frontières».

Libéraux, sociaux-démocrates et écologistes chargent Sebastian Kurz

LE RÉSUMÉ

Le Chancelier autrichien a présenté hier son programme à la présidence de l'UE que son pays endosse pour six mois.

Ses priorités : la sécurité et la lutte contre les migrations illégales; la protection du bien-être et de la prospérité.

Les représentants de l'Adle, le S&D et les Ecolos sont passés à l'attaque.

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

«Notre devise sera l'Europe qui protège», a résumé le chancelier autrichien Sebastian Kurz (PPE), mardi au Parlement européen. Le dirigeant démocrate-chrétien, en coalition dans son pays avec le FPÖ d'extrême droite, présentait son programme à la présidence de l'UE, que l'Autriche endosse pour les six mois à venir. Il n'a pas détaillé d'éventuels objectifs en matière de développement économique, de zone euro ou de marché financiers.

Sebastian Kurz, âgé de 31 ans, a pour première priorité la sécurité et la lutte contre les migrations illégales. «La protection de la population européenne doit être prioritaire pour nous», a-t-il martelé. Pour cela, nous devons protéger les frontières extérieures de l'Europe pour garantir qu'il n'y aura pas de frontières au sein de l'Europe.» Kurz a cité en exemple l'accord sur les migrants conclu par les Vingt-Huit vendredi dernier et portant la création de camps de rétention. Sa deuxième priorité ira à la protection du bien-être et de la prospérité, en lien direct avec la première.

Le développement des relations avec les pays voisins arrive en troisième position. «Une Europe qui protège ne pourra survivre que si le voisinage est stable», a-t-il indiqué. Son intention? «Ouvrir de nouveaux canaux avec la Russie» et «coopérer avec l'Afrique pour juguler les migrations». Sans surprise, les députés du PPE ont applaudi. Les élus libéraux, sociaux-démocrates et écologistes ont mené la charge.

Recadré par Verhofstadt

«Être président du Conseil européen, c'est plus qu'être chancelier et d'en granger des points dans son pays, a averti le président Guy Verhofstadt (ADLE).

«Vous n'avez parlé ni du cadre financier pluriannuel, ni de la zone euro», regrettant que Kurz fasse de la lutte contre les migrants sa seule priorité pour l'Union européenne.

«Il n'y a pas de flux migratoire soudain, mais la décision opportuniste

d'un ministre italien, Matteo Salvini qui a créé ce problème. Salvini a un avis très simpliste», a ajouté l'ancien Premier ministre belge, rappelant la chute des arrivées de migrants d'un million lors de la crise migratoire de 2015 à 43.000 depuis le début 2018 soit 0,07% du flux migratoire dans le monde. «Tout ce sur quoi vous savez vous mettre d'accord, c'est de dire: pas chez moi», a-t-il lâché, comparant Kurz à Matteo Salvini et au Hongrois Viktor Orban. «Il faut un système juridique pour la migration économique dont nous avons besoin et pas de grands discours contre la migration», a-t-il conclu.

«Nous n'aimons pas du tout cette réduction du projet européen, a dit Udo Bullmann, le président du S&D. Ce n'est pas ça l'Europe que nous voulons. Nous entrons dans la politique de la peur, nous nous voulons une Europe de l'espoir.»

Philippe Lamberts, le coprésident des Verts, a cité une enquête Eurobaromètre où la protection contre la migration arrivait en quatrième priorité après le bien-être économique et la lutte contre les changements climatiques. «Au cours de ces derniers mois, nous vous avons vu adapter les discours de l'extrême droite, comme d'autres PPE le font ailleurs en Hongrie et en Bavière, a-t-il dit. Lorsque les idées de l'extrême droite contaminent les partis qui étaient au cœur de la démocratie européenne, nous sommes tous en péril.»

Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker (PPE), a prévenu Sebastian Kurz du volume de travail qui l'attendait. «Mais je sais que tu es une bête de travail», a-t-il dit avec ironie, avant de l'avertir des risques de confondre la politique autrichienne avec celle de l'Europe. «On ne doit pas juste mettre des escalopes viennoises dans les assiettes, mais aussi plein d'autres propositions attrayantes.»

Mardi après midi, lors d'un débat des eurodéputés sur l'accord conclu lors du sommet européen, les mêmes clivages sont réapparus. L'extrême droite a massivement apporté son soutien à l'Autriche et à l'Italie. «La survie d'un pays se mesure à sa capacité de lutter contre les parasites», a lâché le député de la Ligue (extrême droite), Oscar Lancini.

Sortie de crise à risques en Allemagne

Angela Merkel et Horst Seehofer ont annoncé lundi soir avoir mis fin au conflit qui les opposait sur les questions migratoires. Dans les faits, beaucoup d'incertitudes demeurent, notamment les réactions du SPD, de l'Autriche et de l'Italie, dont l'aval est indispensable. Mardi dans la soirée, les sociaux-démocrates retrouvaient les conservateurs allemands pour faire part de leurs inquiétudes.

L'accord négocié à Berlin marque à première vue un tournant dans la politique migratoire d'Angela Merkel. Il prévoit l'instauration de centres de transit, fermés, dans lesquels devront séjourner les migrants ayant déjà déposé une demande dans un pays tiers de l'Union européenne, en général l'Autriche ou l'Italie. Le séjour doit y être de courte durée, à l'image de ce qui se fait déjà dans les zones internationales des aéroports de Munich ou Düsseldorf.

Les centres – encore à construire – seront établis en Bavière, à la frontière avec l'Autriche. Les internés seront dans un second

temps renvoyés vers le pays les ayant déjà enregistrés, dans le cadre d'accords bilatéraux encore à négocier. La charge en incombe au ministre de l'Intérieur, Horst Seehofer. Cette tâche semble particulièrement compliquée, vu les réactions hostiles de Vienne et de Rome à ce sujet.

Autre difficulté, la CDU et la CSU doivent encore vaincre les réticences du parti social-démocrate, le troisième allié de la coalition au pouvoir à Berlin, qui a jusqu'à présent toujours refusé le principe de tels centres. En 2015 Sigmar Gabriel, alors chef du parti, avait refusé le principe de «zones de transit» alors réclamées par la CSU, estimant qu'il serait impossible de mettre sur pied un tel concept pour des raisons organisationnelles et juridiques.

Le SPD, qui n'est plus crédité que de 16% des intentions de vote et n'a pas intérêt à faire imploser la coalition sur les questions migratoires, modère aujourd'hui ses critiques, tout en précisant qu'il «reste de nombreux points à éclaircir». Seules quelques voix du parti se sont mon-

trées plus critiques, comme le chef des Jeunes Socialistes, Kevin Kühnert: «Le SPD, rappelle-t-il, s'est catégoriquement opposé aux centres fermés. Qu'ils soient en Afrique du Nord, aux frontières européennes ou à Passau (Bavière).»

100 personnes par jour

Au Bundestag, l'opposition faisait monter la pression mardi sur les sociaux-démocrates, en amont d'une rencontre de la coalition dans la soirée, finalement ajournée à jeudi matin sans résultats après deux heures et demie de discussions. Les Verts parlent de «camp d'internement». Le parti néocommuniste Die Linke estime qu'avec de tels camps, «l'humanité est foulée aux pieds», tan-

dis que les libéraux du FDP estiment que la solution présentée ne «réglera pas le problème des migrations».

De fait, les centres évoqués par les conservateurs allemands ne concerneraient qu'une infime minorité des migrants. Selon les estimations, de janvier à la mi-juin, 13.500 personnes sont entrées en

Allemagne après avoir été enregistrées dans un autre pays de l'Union européenne, soit une moyenne de 100 personnes par jour. «On se demande pourquoi la CSU a pris le risque de provoquer une crise politique pour des chiffres aussi faibles», se demande Michèle Weinachter, de l'université de Cergy-Pontoise, interviewée sur RFI.

Dans ce contexte, parler de virage de la politique migratoire, comme le font les conservateurs bavarois, semble bien exagéré. «La vérité est que la politique migratoire de l'Allemagne a cessé depuis bien longtemps d'être aussi libérale que ce qu'on entend en général», assure Michèle Weinachter. Et de rappeler l'accord avec la Turquie conclu en 2016, les accords bilatéraux conclus avec la plupart des États du Maghreb pour accélérer le retour des migrants déboutés du droit d'asile originaires de ces pays, et l'accélération des expulsions, décidée en 2017, notamment vers l'Afghanistan, malgré la détérioration de la situation sécuritaire sur place.

NATHALIE VERSIEUX (À BERLIN)